



## **Déclaration conjointe ISP-CGLU à la CIST 2018**

15 octobre 2018

*L'Internationale des services publics* (ISP) est une fédération syndicale internationale, composée de 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics, représentés par plus de 700 syndicats dans 157 pays et territoires, et comprenant également les employé-e-s des gouvernements locaux et régionaux.

*Cités et Gouvernements Locaux Unis* (CGLU) rassemble plus de 240.000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de gouvernements locaux et régionaux à travers le monde.

Il existe des milliers de professions différentes au sein des gouvernements locaux et régionaux, pour lesquels travaillent la majeure partie des agents publics à l'échelle mondiale ; ils assurent les services essentiels dans les villes, les zones métropolitaines et les territoires au quotidien, au profit de millions de personnes et de communautés.

Ces personnels œuvrent dans l'administration publique et les services publics de distribution, tels que l'eau et l'assainissement, l'électricité et la gestion des déchets solides. Ils font fonctionner les transports publics et entretiennent les espaces publics ; ils dispensent des services sociaux, culturels et éducatifs. Ils travaillent dans les services sociaux et de santé. Les pompiers, les secouristes, les premiers intervenants médicaux et les agents de police municipale en font partie aussi.

Une étude, réalisée conjointement par l'OCDE et CGLU en 2016, a recensé plus de 500.000 gouvernements locaux et régionaux sur le globe : inévitablement, les parcours professionnels, le recrutement, les systèmes de financement et de rémunération et les conditions de travail diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, de même que le travail effectué sur le terrain.

Or, nous savons très peu de choses sur ces personnels. Les informations et les données qualitatives et quantitatives sur l'emploi dans les gouvernements infranationaux demeurent fragmentaires, incomplètes ou confidentielles. Il existe peu de statistiques fiables sur ces professions, qui restent en grande partie foncièrement invisibles à l'analyse politique.

À ce jour, ILOSTAT ne gère qu'une partie des données relatives à l'emploi dans les gouvernements locaux de 49 pays, ce qui représente seulement un quart de la main-d'œuvre mondiale. De surcroît, la plupart des professions exercées dans les gouvernements locaux et régionaux ne sont pas classées séparément dans la CIP, de même qu'aucune catégorie de l'ISIC ne décrit toutes les activités réalisées par un gouvernement spécifique.

Ces lacunes empêchent d'évaluer correctement la capacité des gouvernements infranationaux à dispenser des services publics de qualité et à mettre leurs compétences au service de la population. Ce manque de données pourrait porter préjudice à la mise en œuvre des programmes de développement mondiaux, tels que les ODD et l'Agenda pour le travail décent, qui seront appliqués, au final, au niveau local.

Disposer de ces connaissances permettrait de contribuer largement à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT, qui constitue une composante essentielle du travail décent et des conditions de travail décentes dans le secteur des gouvernements locaux et régionaux.

Dans le cadre du dialogue et de la coopération que nous instaurons actuellement, l'ISP et CGLU reconnaissent l'intérêt mutuel qu'ils ont à accéder à ces données, pour pouvoir renforcer et transmettre leurs connaissances dans ce domaine et décrypter la complexité inhérente à la main-d'œuvre des gouvernements locaux et régionaux à travers le monde.

En tant que partenaires, nous sommes convaincus que l'amélioration de la collecte des données liées au travail dans les gouvernements locaux et régionaux et que l'identification des profils professionnels du secteur public non national forment une étape nécessaire à la promotion du travail décent dans les gouvernements locaux et régionaux.

Nous demandons à la CIST de réfléchir à la manière de remédier à cette importante lacune et de placer cette question au premier plan de son programme de travail pour les années à venir.

L'ISP et CGLU sont déterminés à apporter leur aide. Nous recommandons de commencer à travailler ensemble sur ce sujet, et de faire part des résultats obtenus lors de la prochaine CIST.

L'ISP et CGLU soutiendraient volontiers des projets pilotes quantitatifs et qualitatifs menés dans des gouvernements locaux et régionaux sélectionnés, toujours dans un esprit de collaboration ouverte avec nos collègues électoraux.

Nous souhaitons que notre appel conjoint soit pris en compte lors de la 20<sup>ème</sup> CIST.

Nous vous remercions de nous donner la possibilité de participer à votre conférence et lui souhaitons un grand succès.

**Public Services International (PSI)**

Secrétariat international  
45 avenue Voltaire BP 9  
01211 Ferney-Voltaire Cedex  
France

Tél: +33(0)450406464  
Fax: +33(0)450407320  
[psi@world-psi.org](mailto:psi@world-psi.org)  
[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

**Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)**

Secrétariat mondial  
Carrer Avinyó, 15  
08002 Barcelona  
Espagne

Tél + 34 933 428 750  
Fax + 34 933 428 760  
[info@uclg.org](mailto:info@uclg.org)  
[www.uclg.org](http://www.uclg.org)